

DEUXIÈME FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-BRITANNIQUE

L'absence de Rebrab suscite des interrogations

L'homme d'affaires Issad Rebrab était le grand absent hier au Forum d'investissement algéro-britannique organisé à l'hôtel Aurassi à Alger. Très attendu par l'assistance, le patron de l'entité économique, qui pèse plus de un milliard de dollars, soit juste après le groupe Sonatrach n'a pas pris part aux travaux. Mieux, le sigle de son groupe «Cevital», annoncé comme un des principaux sponsors de cet événement économique ne figure même pas sur les affiches.

Abder Bettache - Alger (Le soir) - Le deuxième forum d'affaires algéro-britannique s'est ouvert, hier à Alger, avec la participation de près de 500 opérateurs des deux pays représentant notamment les secteurs de l'industrie, des énergies renouvelables, du pétrole et gaz, de la santé et des technologies de l'information et de la communication (TIC).

La séance d'ouverture a été marquée par la présence de plusieurs ministres, dont celui de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, et de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication,

Houda Imane Feraoun, ainsi que du secrétaire principal du Trésor du gouvernement britannique, Greg Hands, de l'Envoyé spécial du Premier ministre britannique en Algérie, Lord Risby, et de la présidente du conseil d'affaires algéro-britannique (Algerian British Business Council-ABBC), Lady Olga Maitland.

Ce deuxième forum, qui intervient après celui tenu en décembre 2015 à Londres, prévoit quatre tables rondes sur les énergies renouvelables, la santé, le pétrole et gaz ainsi que les technologies de l'information et de la communication (TIC).

En outre, une séance sur «les priorités du gouvernement en matiè-



Le forum prévoit 4 tables rondes.

re d'investissements» est prévue avec la participation du ministère des Finances. Toutefois, le fait saillant du jour reste l'absence «très remarquée» du patron du groupe Cevital. Selon la chargée de communication du groupe contacté par le site en ligne TSA, «Abdesselam Bouchouareb, a donné des instructions pour qu'on n'ait pas accès au forum et cela nous a été communiqué par l'ambassadeur (de Grande-

Bretagne). Ce dernier nous a dit qu'il était vraiment désolé, et il nous l'a écrit par email et qu'il était anormal que le sponsoring soit annulé comme demandé par le ministre de l'Industrie».

Du côté du département de l'industrie, on refuse de commenter cette information. Il n'en demeure pas moins que cette absence a soulevé plusieurs interrogations parmi les participants tant du côté algérien que du côté anglais. Cela dit, le forum revêt une grande importance pour les deux parties (Algérie—Grande-Bretagne), d'où l'appel lancé par le ministre de l'Industrie en direction des hommes d'affaires anglais, les invitant à «saisir les opportunités d'investissements en Algérie, et ce, particulièrement dans

les secteurs industriels créateurs de valeur ajoutée et d'emplois, en dehors des hydrocarbures, dans une logique d'import-substitution». En effet, M. Bouchouareb dont le discours était très suivi a rappelé que «l'Algérie était résolue à sortir de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et à créer les conditions d'une économie diversifiée, compétitive, ouverte et en phase avec les évolutions structurelles de l'économie mondiale». «Le partenariat avec les Britanniques doit être en droite ligne avec la stratégie du gouvernement de diversifier l'économie nationale, considérée comme une priorité élevée au rang de cause nationale», a insisté M. Bouchouareb qui a assuré que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, veillait en personne à relever ce défi. Et d'ajouter : «Nous attendons de nos partenaires le transfert du savoir-faire et de la technologie et les possibilités de remontée dans les filières et d'ouverture de perspectives à l'export. (...) Ce que nous avons pu construire sur ce volet peut et doit être reproduit dans d'autres secteurs. Il n'y a aucune raison pour que ça ne marche pas autant, sinon mieux». Il conclut son intervention en déclarant que «l'Algérie était en position de devenir le «hub économique» dans la région du Maghreb et de l'Afrique».

A. B.

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

Sa suppression pas encore à l'ordre du jour

Plus de 700 000 élèves ont passé hier l'examen de la 5^e. En 2015, la ministre de l'Education a annoncé le projet de la suppression de cet examen de fin de cycle primaire. Initialement, la réflexion a été lancée pour sa mise en œuvre dès cette année. Cependant, le projet n'est pas encore d'actualité puisque l'épreuve est maintenue pour l'année prochaine.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - La première mesure de changement ayant été opérée dans l'examen de fin de cycle primaire a été introduite l'année dernière avec la suppression de la session de rattrapage.

La ministre de l'Education a ainsi mis fin à une tradition instaurée depuis une dizaine d'années. Pour cette année, la seule nouveauté qu'a connue cette épreuve c'est le maintien des candidats dans leurs établissements scolaires. Le but étant de ne pas traumatiser les jeunes élèves avec leur transfert vers des centres d'examens.

L'année dernière, la ministre de l'Education nationale a déclaré qu'une réflexion est en cours pour que l'examen de la 5^e année primaire devienne «un simple test national qui permette de diagnostiquer la situation et le niveau de l'élève».

L'éventualité de la mise en œuvre de ce projet à partir de cette session était même envisageable, au grand bonheur des parents. Des pédagogues et des psychologues estiment même que mettre un enfant de dix ans ou de onze ans à l'épreuve est une situation traumatisante. Certains relèvent même une

contradiction entre l'instauration d'un examen de passage pour ces jeunes élèves et l'obligation de scolarisation jusqu'à l'âge de 16 ans faite par la législation algérienne.

Une situation qui fait que des adolescents de 14 et 15 ans sont scolarisés dans les mêmes établissements que des enfants âgés entre 6 et 10 ans. Pourtant, l'examen de la 5^e année primaire est maintenu pour la prochaine session.

Benghebrat a-t-elle abandonné son projet ? L'idée de la suppression de l'examen de fin de cycle primaire n'est pas abandonnée, nous dit-on au ministère de l'Education nationale. Mais son application n'est pas encore à l'ordre du jour. La seule refonte d'examen que connaîtra le secteur de l'éducation pour l'année prochaine, c'est le baccalauréat.

S. A.

Communiqué du SNJ

Le Syndicat national des journalistes tient à dénoncer, avec une extrême énergie, les propos scandaleux et irresponsables tenus, vendredi 21 mai à Tebessa, par le secrétaire général du Front de libération nationale, à l'encontre de nos confrères d'*El Watan*, de *Liberté* et d'*El Khabar*. Dans sa sortie hystérique, Ammar Saâdani, pur produit des «officines» qu'il dénonce aujourd'hui, déverse un déluge d'insultes et de mensonges contre des fleurons de la presse algérienne et qui ont toujours été la fierté du pays, de par leur professionnalisme, leur liberté de ton et leur engagement admirable et permanent en faveur de la liberté de la presse, d'expression et des valeurs républicaines et démocratiques en général. Le syndicat s'offusque particulièrement des propos et attaques indignes et inacceptables tenus à l'encontre de notre consœur d'*El Watan*, M^{me} Salima Tlemçani. Ce genre d'attaques, parfait modèle d'atteinte à l'intégrité morale, constitue, en outre, un dangereux procédé de désigner une consœur intègre et professionnelle à la vindicte populaire.

Ammar Saâdani, qui confond allègrement entre diriger un parti politique et s'ériger en tuteur de la nation, semble oublier que l'ère du parti unique a vécu ! Depuis belle lurette et, au cas où il ne s'en est pas encore rendu compte, il y a eu même, entretemps, l'émergence d'une presse indépendante née avant lui, et qui lui survivra, assurément.

LES ÉCOLOGISTES DE BOUMERDÈS COMMÉMORERONT L'ANNIVERSAIRE DU SÉISME DE 2003

Comment concilier le développement durable et la sécurité du territoire

L'Association écologique de Boumerdès (AEB) que préside Ryab Bendaoud a commémoré le 13^e anniversaire du terrible séisme de Boumerdès (21 mai 2003) par un débat interne sur les risques majeurs auxquels la wilaya de Boumerdès est exposée.

Faut-il rappeler que la wilaya de Boumerdès est une zone sismique et qu'elle renferme dans ses entrailles d'autres failles comme celle de Thénia, que surveillaient les spécialistes bien avant le séisme de 2003.

Pour rappel, l'épicentre du tremblement de terre de 2003 a été localisé à Zemmouri, au nord de Thénia.

Il y a donc deux failles sur un territoire réduit. La wilaya de Boumerdès est également confrontée à d'autres aléas, comme les inondations (Khemis El Khechna, Boudouaou, Thénia, les Issers, Bordj-Menaiel, Baghli et Dellys), les glissements de terrain (Thénia, Sidi-Daoud), la pollution sournoise dans les

grandes agglomérations (Bordj-Menaiel, les Issers, Khemis El Khechna, Boudouaou) et les incendies graves dans les bidonvilles.

Malheureusement, ces risques qui pèsent sur les populations sont nés de l'absence d'une politique d'aménagement du territoire et de l'anarchie de l'extension des villes dimensionnées à l'origine par le colonisateur. Il faut juste exploiter les richesses agricoles des plaines Oued Sebou, Oued Issers, l'extrême est de la Mitidja et quelques petites plaines du littoral (Zemmouri).

Les responsables de l'association comptent élaborer une synthèse de ce débat pour la remettre aux autorités régionales. Au chapitre activités, l'association prépare l'opération «Décrasse la mer» pour le 28 de ce mois. C'est une opération de nettoyage de plages que les adhérents de l'association accomplissent, précise Bendaoud, chaque année et ce depuis 1995, de concert avec d'autres associations implantées sur des rivages de la Méditerranée.

Par ailleurs, le président Bendaoud compte instaurer le café

du développement durable. «Y seront discutés durant ces sessions les 17 points du développement arrêtés par L'ONU.»

Les écologistes de l'AEB souhaitent jouer un rôle plus important dans la protection de l'environnement et le développement durable de la région de Boumerdès. Pour ce faire, ils ont soumis au ministère de l'Environnement 6 projets qui ont été validés par ce département en 2014. Ils n'attendent que les financements pour les réaliser.

Abachi L.